



On refuse des soins aux patients alors que Macron annonce le verrouillage de la France pour raison de coronavirus

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 14 mars 2020

[wsws.org](https://www.wsws.org) 13 mars 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Dans un discours bref et peu sincère jeudi soir, le président Emmanuel Macron a annoncé la fermeture indéfinie des écoles et lancé des appels creux à la solidarité contre l'épidémie de coronavirus. Cependant, alors que les cas se multiplient à l'échelle mondiale, il n'a annoncé aucun nouveau financement. Ni pour les services de santé ni de construction de nouveaux hôpitaux. Il n'a rien annoncé non plus pour l'agrandissement des installations de production pour fabriquer des équipements médicaux ou des kits de test et des médicaments afin de faire face à cette pandémie mondiale mortelle.

En revanche, Macron a annoncé que «dès lundi et jusqu'à nouvel ordre, les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités seront fermés». Ce dernier a désavoué le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer qui, jeudi après-midi, insistait encore pour que tous les établissements d'enseignement restent ouverts, même s'ils devaient alors propager le virus. Macron a également annoncé que l'État rembourserait les propriétaires d'entreprises et verserait des salaires réduits aux travailleurs des entreprises contraintes de fermer pour des raisons de santé publique.

Parmi les autres mesures, on peut citer: l'interdiction de visiter des personnes âgées dans les maisons de retraite; la libération de lits dans les hôpitaux; notamment en reportant toutes les opérations chirurgicales non-urgentes; et la décision de poursuivre néanmoins les élections municipales, dont le premier tour est prévu ce week-end.

Bien entendu, il est nécessaire de mettre en quarantaine le plus grand nombre possible de personnes à leur domicile pour limiter les contacts personnels et la propagation des maladies. Toutefois, le plan de Macron présente dès le départ une faille fatale. Une quarantaine réussie implique non seulement l'isolement de la population pour limiter la propagation de la maladie, mais aussi l'identification et le traitement des malades, afin qu'ils puissent se rétablir et ne pas réinfecter le reste de la population après la fin de la quarantaine. Toutefois, les autorités sanitaires françaises ont déjà annoncé qu'elles refuseraient le dépistage et les soins à un grand nombre de personnes qu'elles soupçonnent d'être infectées.

Actuellement, 2.786 cas de coronavirus sont confirmés en France avec 61 décès - une petite fraction des 12.462 cas et 827 décès enregistrés en Italie voisine, l'épicentre de la pandémie en Europe. Les autorités françaises insistent néanmoins sur le fait qu'ils sont déjà dans l'impossibilité de tester et de traiter tous les malades. Le Dr Wilfrid Sammut, de

L'Association des médecins urgentistes de France (AMUF), a déclaré: «Vu le nombre de personnes contaminées, on a pris le parti de ne tester que les cas potentiellement graves, les sujets âgés symptomatiques et les soignants».

En conséquence, les jeunes Français qui présentent des symptômes de coronavirus après l'avoir contracté d'un autre porteur de coronavirus sont souvent renvoyés chez eux sans avoir subi de tests. On leur dit de prendre des médicaments en vente libre et de ne contacter les autorités sanitaires que s'ils tombent gravement malades. Adoptées en Italie, ces méthodes ont entraîné une augmentation des décès chez les patients de 30 à 40 ans, qui n'arrivent à l'hôpital pour se faire soigner que lorsqu'ils sont déjà en train de mourir d'une pneumonie.

Interrogé sur ces directives par *Le Monde*, qui a noté avec euphémisme que les patients et les professionnels de la santé sont «perplexes», le professeur Éric Caumes de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris les a défendues. Il a déclaré: «Il nous arrive exactement la même chose qu'en Chine: au début, les médecins testaient tout le monde, et ils ont fini par établir des diagnostics à partir de radios.» Cependant, les situations en Chine et en Europe sont clairement différentes. En Chine, on a pris les radiographies des jeunes patients après leur admission à l'hôpital, ce que les autorités sanitaires européennes refusent de plus en plus de faire.

Cela fait écho à la politique fasciste annoncée par l'alliée de Macron, la chancelière allemande Angela Merkel. Elle a déclaré que si des dizaines de millions d'Allemands vont contracter le coronavirus, ils ne devraient pas «surcharger» le système de santé.

Macron a tenté de donner à cette politique sinistre un vernis «progressiste», se faisant cyniquement passer pour un opposant au nationalisme égoïste et exigeant de la solidarité de la part du peuple français sur cette prémisse. Il a mis en garde contre le danger d'un «repli nationaliste». «Ce virus n'a pas de passeport. Il nous faut unir nos forces, coordonner nos réponses, coopérer... La coordination européenne est essentielle, et j'y veillerai.»

C'est un mensonge politique. En fait, la pandémie de coronavirus a mis à nu la politique égoïste et nationaliste menée par les grandes puissances de l'Union européenne (UE). La France a réquisitionné tous ses stocks nationaux de matériel médical, et l'Allemagne a interdit les exportations de fournitures médicales. Ces pays ignorent les appels urgents à l'aide de l'Italie - alors même que des milliers d'Italiens meurent et que de vastes pans du système de santé italien se trouvent submergés de patients gravement malades.

La «coordination européenne» que veut Macron ne vise pas à sauver des vies, mais à laisser la Banque centrale européenne (BCE) imprimer de l'argent pour renflouer les marchés financiers et les super-riches. Macron s'exprimait alors qu'un crash boursier mondial s'est produit jeudi, qui a vu la pire performance de l'histoire de la bourse de Paris en une journée: une chute de 12 pour cent. Plusieurs commentateurs financiers ont attaqué la BCE pour ne pas avoir réduit davantage ses taux de -0,5 à -0,75 pour cent. Ils lui reprochent aussi de n'avoir imprimé que 120 milliards d'euros pour le sauvetage des banques au lieu de près de 3000 milliards d'euros après le crash de Wall Street en 2008.

Macron, un ancien banquier d'affaires, a indiqué qu'il exigerait de la BCE un gain bien plus important pour les marchés financiers. «La Banque centrale a déjà, aujourd'hui, fait part de ses premières décisions», a-t-il déclaré. «Seront-elles suffisantes? Je ne le crois pas. L'Europe réagira de manière organisée, massive pour protéger son économie.»

La prise en charge de dizaines de milliers de patients atteints de coronavirus en Europe et dans le monde ne peut être laissée aux caprices des marchés et de banquiers comme Macron. La crise du coronavirus a révélé que toute la politique d'austérité européenne, mise en œuvre depuis la dissolution stalinienne de l'Union soviétique en 1991 et la création de l'UE en 1992, était destructrice et socialement réactionnaire. Les travailleurs doivent être mobilisés dans toute l'Europe et au-delà contre les élites dirigeantes capitalistes corrompues pour défendre les droits sociaux fondamentaux, dont l'accès aux soins médicaux.

Avec une hypocrisie stupéfiante, Macron a ensuite fait l'éloge du système de santé public français: «Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe.» Il a affirmé qu'il avait conclu de la pandémie qu'«il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché.»

De qui Macron se moque-t-il? Depuis deux ans, il envoie la police antiémeute pour réprimer violemment les manifestations des gilets jaunes contre les inégalités sociales et les grèves de masse contre ses politiques de privatisation des chemins de fer, de réduction des salaires des travailleurs du secteur public et de réduction des pensions de retraite. On a largement rapporté qu'après avoir terminé la réduction des retraites à l'Assemblée nationale, puis la réduction de l'assurance chômage, il prévoit de sabrer dans le système de sécurité sociale français pour financer les soins de santé.

Les promesses mensongères de Macron lui ont valu les éloges du charlatan de pseudo-gauche Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci insistait sur l'idée qu'il ne devrait pas avoir de «la polémique» mais de la «solidarité et la cohésion». Mélenchon a affirmé que Macron a changé. Il a dit: «Il aura fallu une crise, il est vraie mondiale, pour que le président de la République comprenne qu'un modèle de monde est mort et que le soin dû à tous est une priorité.»

Les tentatives de Mélenchon pour susciter des illusions envers Macron, qui est largement détesté, sont absurdes. De nouvelles éruptions de la lutte des classes se préparent. Dans ce contexte, vaincre la pandémie de coronavirus nécessite la mobilisation politique de la classe ouvrière, indépendante de Mélenchon et de ses alliés dans la bureaucratie syndicale. Une telle mobilisation doit empêcher les gouvernements capitalistes en France et au-delà de refuser les soins aux malades. Les travailleurs devront se battre pour:

Des soins de santé gratuits et de qualité égale pour tous. Le traitement de la pandémie nécessitera une mobilisation massive de ressources industrielles, humaines et financières, organisée et coordonnée à l'échelle internationale. Les exigences de profit des marchés ne doivent pas interférer avec les soins médicaux qui sauvent des vies.

Des conditions dignes pendant les quarantaines. On doit respecter les droits démocratiques, et toutes les personnes contraintes de rester chez elles en quarantaine doivent bénéficier d'un soutien social, de nourriture et de tout ce qui est nécessaire.

Des comités d'usine et de quartier indépendants. En quarantaine ou non, les travailleurs doivent s'organiser pour coordonner leur force collective et faire en sorte que l'on prenne les mesures nécessaires. Notamment, il faut s'assurer que les États policiers capitalistes n'utilisent pas la quarantaine comme prétexte pour attaquer davantage les droits

démocratiques; au contraire, la classe ouvrière doit concentrer le pouvoir entre ses mains pour mener à bien une transformation socialiste de la société, fondée sur ce dont la société a besoin et non sur la réalisation de profits privés.

Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 13 mars 2020

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2020

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca